



Participation réussie à la grande Convention européenne de "One of Us" sur l'avenir de l'Europe: Des centaines de personnes se mobilisent en faveur de la vie.

Bruxelles 9 mai 2022.- One of Us, Convention européenne sur l'avenir de l'Europe

Ce samedi 7 mai 2022, la Convention sur l'avenir de l'Europe, organisée par la Fédération européenne One of Us, s'est tenue à Bruxelles. Une centaine d'organisations de la société civile était présente, représentées par plus de 200 personnes et 300 participants en ligne.

Cette Convention souhaite porter sa voix auprès des institutions européennes avant les Conclusions de la Conférence sur l'avenir de l'Europe (COFUE) afin de montrer combien la société civile est mobilisée dans le domaine de la défense de la vie humaine de la conception à la mort naturelle, chaque fois que les institutions européennes ouvrent un mécanisme de participation démocratique aux citoyens européens.

Durant cette convention, l'engagement de la Fédération One of Us en faveur de la vie humaine depuis dix ans a été confirmé. **Sa force démocratique et sa légitimité sont garanties depuis 2013 par la collecte de plus de 1,7 million de signatures, devenant ainsi l'initiative citoyenne européenne la plus importante.**

On voit aujourd'hui, avec l'exemple des États-Unis, que les questions liées à l'avortement ne sont pas résolues. Or il existe un consensus scientifique sur le début de la vie humaine, puisque chaque être humain issu de la fécondation est L'UN DE NOUS.

Jeunes engagés dans des mouvements et associations ou personnes ayant occupé des responsabilités dans les institutions européennes, nous nous mobilisons dans la construction d'une Europe respectueuse de la vie, en particulier celle des plus fragiles.

Grâce au succès de l'initiative One of Us, nous avons décidé dès 2021 de participer à la Conférence sur l'avenir de l'Europe organisée par la Commission européenne, pour continuer à défendre la vie, convaincus que la participation démocratique des citoyens ne peut être annulée ou ignorée.

Comment les institutions européennes peuvent-elles considérer la consultation de la COFUE comme légitime et démocratique si elles n'écoutent pas le message des citoyens qui ont mené à bien la plus grande initiative citoyenne européenne ?

Lors de notre Convention, des **Européens des 27 pays de l'UE de toutes les générations se sont exprimés pour demander que l'Union européenne les écoute et considère sérieusement leur demande d'une Europe fidèle à la dignité humaine, à ses racines et à l'héritage des pères fondateurs.**

Les différentes interventions ont centré leurs messages sur la défense de la vie humaine, en considérant toute vie digne depuis son début jusqu'à sa mort naturelle. Nous ne pouvons pas construire une société basée sur le rejet de nos enfants ou de nos aînés. **Une société construite sur la culture de la mort serait**



vouée à l'échec et transformerait l'UE en un tombeau des droits de l'homme. Une Europe qui pourtant est née précisément comme leur berceau.

Dans les conclusions de cette Convention, le philosophe et professeur Rémi Brague a précisé que « nous ne défendons les intérêts de personne en particulier, et encore moins les nôtres » :

« Contrairement aux idées reçues, nous ne voyageons pas seuls. Nous cherchons plutôt à étendre la protection à ceux qui ne peuvent toujours pas, ou ne voudront jamais, ou ne peuvent plus faire valoir leurs droits pour eux-mêmes. À ceux qui s'opposent à nous, nous disons : "Nous ne vous forçons à rien. Pourquoi voulez-vous nous empêcher de faire ce que nous voulons ? Si nous avions pensé ainsi dans les années 1940, y aurait-il eu beaucoup de Justes parmi les nations ? On pourrait, à la limite, admettre une telle attitude si d'autres pouvaient se défendre. Mais est-ce le cas ? Comment les fœtus, les handicapés ou les comateux pourraient-ils faire valoir leur droit à la vie ? Quelqu'un doit parler pour eux.

« Aujourd'hui, une nouvelle façon de mentir règne dans une grande partie de l'espace public. Il est vrai qu'elle n'est plus, ou pas encore, imposée par une police politique. Nos sociétés préfèrent l'incitatif discret que nous avons commencé à appeler par son nom anglais de *nudge*. Le langage du mensonge commence à s'inscrire dans les textes de lois. Refuser d'en parler conduit déjà à l'ostracisme médiatique et risque de conduire demain à l'ostracisme social.

Rémi Brague conclut :

« Serons-nous entendus ? Ce n'est pas notre faute si notre faible voix se heurte au concert. C'est un concert silencieux. C'est le silence assourdissant de tous ceux qui sentent vaguement qu'ils doivent parler. Mais, comme ils se croient seuls à voir ce qu'ils voient et à penser ce qu'ils pensent, ils se laissent intimider et préfèrent laisser le micro aux dormeurs et aux menteurs. Pourquoi parle-t-on ? Nous n'avons pas choisi de nous sentir responsables, aussi nombreux soient-ils, de ce qui concerne tous les hommes. Nous ne choisissons pas de nous sentir obligés de parler. Nous n'avons qu'une seule crainte, et c'est que les générations futures, s'il y en a, nous accusent de ne pas avoir aidé une civilisation en voie de disparition. **Malheur à nous si nous restons silencieux ! »**